



L'ancien président du Yémen dénonce les Saoudiens, les États-Unis et Israël pour leur soutien aux djihadistes

Par [Brandon Turbeville](#)

Mondialisation.ca, 20 juillet 2016
[activistpost.com](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Dans une [interview](#) avec la [chaîne de télévision](#) libanaise *Al Mayadeen* fin juin 2016, l'ancien président du Yémen Ali Abdullah Saleh, démis par la révolution de couleur manigancée en 2011 par l'Occident et dite Printemps arabe, s'est exprimé contre le financement saoudien de groupes terroristes et contre l'intervention occidentale au Yémen à des fins géostratégiques.

En plus d'indiquer que les Saoudiens ont soutenu et financé des groupes terroristes, non seulement au Yémen mais dans tout le monde arabe, Saleh a aussi déclaré que les États-Unis et Israël utilisent le wahhabisme et l'idéologie djihadiste pour étendre leur propre influence et déstabiliser leurs ennemis.

Saleh a aussi affirmé que les Saoudiens lui avaient offert des millions de dollars en pots de vin, s'il s'alliait avec les ennemis des Houthis au Yémen, un accord qu'il dit avoir refusé et dont il affirme que c'est l'origine de l'attaque de l'Occident et du Conseil de coopération du Golfe (CCG) contre lui.

Saleh a admis qu'il y avait des divergences entre son parti et celui des Houthis, mais a déclaré qu'elles n'étaient pas importantes au point de menacer l'unité et la stabilité du pays. Il y a peut-être des désaccords sur le degré auquel Saleh et les Houthis [divergeaient](#) entre divers rapports sur les relations à l'intérieur du Yémen avant le départ de Saleh en 2012 et de nombreux experts au courant de la situation, mais indépendamment de cela, après la nomination par le CCG de Abu Rabbu Mansour Hadi à la présidence, Saleh [s'est allié](#) avec les Houthis, et réciproquement.

Le dirigeant que les Saoudiens, avec le soutien des États-Unis et de l'OTAN, ont installé précipitamment pour protéger le pays, n'était en aucune manière un président *démocratiquement élu*. Abd Rabbuh Mansour Hadi a été [installé au pouvoir](#) par un accord négocié par le CCG, après le renversement du président précédent. Hadi a été élu, mais il était le seul candidat en lice, ce qui signifie qu'il a été mis au pouvoir par CCG, à toutes fins utiles. Le précédent président, Ali Abdullah Saleh, a été [forcé de démissionner](#) en 2011, à la suite de la révolution de couleur contrôlée par l'Occident, dite Printemps arabe.

Hadi lui-même n'était pas seulement complice des buts géopolitiques des États-Unis et de l'Arabie saoudite, il était aussi impliqué dans l'appui à des groupes soutenus par les Occidentaux, comme al-Qaïda, et à leurs activités à l'intérieur du Yémen.

Il faut aussi relever que, tandis que Saleh était renversé par des manifestations dirigées par l'Occident, lui-même était largement contrôlé par Washington, D.C. Saleh a travaillé avec les États-Unis dans le cadre de leur programme de bombardement par drones au Yémen, ainsi que pour la cession de territoires aux terroristes d'al-Qaïda. Il était notoire que le gouvernement de Saleh était oppressif et, pour avoir tué et torturé des manifestants, il a été [récompensé](#) par une chambre d'hôtel somptueuse aux États-Unis après avoir été chassé du pouvoir, laissant la place au nouveau patron. Celui-ci était identique à l'ancien, sinon encore plus évidemment dans la poche de l'Occident et encore plus désireux de suivre les instructions du CCG.

Les actions militaires et la position prise par l'OTAN, les États-Unis et l'Occident par rapport au Yémen, contre la Syrie et l'Ukraine, sont une nouvelle position ouvertement hypocrite de ces puissances, dans leur tentative de justifier leurs objectifs géopolitiques.

Par exemple, au Yémen, c'est considéré comme une offense pire qu'une invasion *coalisée* de la Ligue arabe, que les Houthis renversent un président qui avait été, à la base, installé dans sa position par une puissance étrangère. Cela après que celle-ci eût coordonné la révolte qui l'a d'abord mis carrément à la porte. C'est considéré comme une violation du droit international que les Houthis chassent leur *dirigeant* et le remplacent par quelqu'un d'autre.

En Syrie, cependant, il n'y a pas d'atrocité barbare ou de crime contre l'humanité au sens propre, qui ne soient pas justifiés dans le but de faciliter la destruction du gouvernement de Bachar al-Assad. Alors que les Yéménites sont condamnés pour le renversement de leur gouvernement oppresseur et corrompu, celui de Bachar el-Assad, légitime, laïque et réformateur, est considéré comme illégitime. Les soi-disant rebelles en Syrie sont considérés comme l'incarnation de la démocratie. Les rebelles au Yémen sont considérés comme une menace pour l'ordre international.

En Ukraine aussi, les États-Unis ont instigué une révolution de couleur qui a débouché sur le renversement d'un président démocratiquement (relativement parlant) élu. En Ukraine, contrairement au Yémen, les individus sur place qui ont renversé ce gouvernement engagé dans une campagne visant à l'extermination de membres choisis parmi leurs compatriotes, ont été salués comme des héros dignes de soutien, au point même d'accroître la possibilité d'une guerre nucléaire entre la Russie et les États-Unis.

De toute évidence, certains *rebelles* sont plus égaux que d'autres. Les concepts de *droit international*, de *démocratie*, de *droits humains* et d'*autodétermination* sont clairement des impasses.

Brandon Tuberville

Article original en anglais : [Former Yemeni President Claims Saudi Funding Of Terrorism; Israel, U.S. Supporting Jihadists](#), Activist Post, le 8 juillet 2016

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Catherine pour [le Saker francophone](#)

Brandon Turbeville - les archives de ses articles sont [ici](#) - est l'auteur de sept livres, [Codex Alimentarius — The End of Health Freedom](#), [7 Real Conspiracies](#), [Five Sense Solutions](#) et [Dispatches From a Dissident, volume 1](#) et [volume 2](#), [The Road to Damascus: The Anglo-American Assault on Syria](#), et [The Difference it Makes: 36 Reasons Why Hillary](#)

[Clinton Should Never Be President](#). Turbeville a publié plus de 650 articles sur une grande variété de sujets dont la santé, l'économie, la corruption gouvernementale et les libertés civiles. L'émission de radio de Brandon Turbeville, *Truth on The Tracks*, peut être écoutée chaque lundi soir à 21h EST sur [UCYTV](#). Son site est [BrandonTurbeville.com](#) Il est atteignable pour des interviews à la radio et à la télévision. Pour le contacter : [activistpost \(at\) gmail.com](#).

La source originale de cet article est [activistpost.com](#)
Copyright © [Brandon Turbeville](#), [activistpost.com](#), 2016

Articles Par : [Brandon Turbeville](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](#)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](#)